

# DISTRICT DE COMPIEGNE



## LEGENDE :

- ★ C.-L. DISTRICT
- ★ C.-L. CANTON
- AUTRE COMMUNE
- +++ LIMITES DTS
- " DISTRICTS
- ..... " CANTONS

## TROUBLES DU RECRUTEMENT :

- Gournay / A : commune ayant envoyé de nombreux volontaires avant mars 93
- Belloy : commune où se sont produits des incidents liés au recrutement (mars-sept. 93)
- ✕ - troubles liés au remplacement.
- ✕ - troubles financiers, contributions forcées ...
- ✕ - troubles liés aux exemptions

ETDE :

LES TROUBLES SOCIAUX CAUSES  
PAR LES REQUISITIONS D'HOMMES  
DANS LE DISTRICT DE COMPIEGNE  
( mars - septembre 1793 )

+++++

La guerre déclarée en avril 1792 par la Législative à l'Autriche représente un tournant majeur dans l'histoire de la Révolution. Voulu comme on sait par la Cour - le fameux double jeu de Louis XVI, elle l'était tout autant par l'aile expansionniste de la bourgeoisie française, principalement les Girondins, pour des raisons de politique intérieure & extérieure, des ambitions territoriales & coloniales. Les conséquences immédiates des premières opérations militaires & des défaites furent à l'opposé de ce qu'en avaient attendu les bellicistes : la monarchie sombra dans l'insurrection populaire du 10 août 92, la "2de révolution", puis les girondins après la révolution des 31 mai & 2 juin 93. Robespierre & les montagnards, d'abord hostiles à l'aventure militaire, à cette fuite en avant de la Révolution, se montrèrent seuls capables d'organiser l'effort de guerre, de mobiliser le peuple au nom de la patrie en danger, d'obtenir son concours seul capable de vaincre "les tyrans coalisés" & de sauver les conquêtes de la révolution bourgeoise, au prix d'éphémères concessions aux classes populaires. Robespierre - & son allié occasionnel Danton ne cessèrent cependant de négocier en sous main pour obtenir au plus vite une paix de compromis, & c'est là une des causes essentielles du divorce entre l'Incorruptible & les "grands spécialistes" du Comité de Salut Public, les jusqu'au boutistes Carnot, Barère, Lindet ... en juillet 94.

Cependant, cette guerre, il fallait la financer, avec de l'argent & le sang des hommes. La bourgeoisie révolutionnaire au pouvoir ne pouvait pour cela que faire appel aux classes populaires, en masquant le caractère impérialiste de la guerre & en la présentant comme une guerre de défense de la patrie révolutionnaire agressée par les puissances d'ancien régime. La notion de "patriotisme" recouvre toute cette ambiguïté : être patriote jusqu'en 1792, signifiait soutenir la révolution - bourgeoise - contre l'Ancien régime ; avec la guerre ce patriotisme politique devenait un patriotisme NATIONAL aux heures tragiques de l'invasion & de la contre-révolution menaçante à l'intérieur. Pour financer l'effort de guerre la bourgeoisie eut recours essentiellement à l'inflation par l'émission démesurée des assignats gagés sur des biens nationaux qui étaient presque tous vendus. (1)

+++++  
(1) En principe la Caisse de l'extraordinaire, émétrice des assignats aurait dû retirer à chaque fois autant d'assignats de la circulation qu'il était vendu de biens nationaux. En réalité on émit de plus en plus de papier qui se déprécia d'autant plus vite : la bourgeoisie faisait coup double puisqu'elle payait par ailleurs ses acquisitions foncières en monnaie dépréciée. Le Pr syndic du district de Compiègne signale en avril 93 que les 14/16° des biens du Clergé nationalisés sont alors vendus dans le district. ( A.D. délib. dist. 13/04/93 )

Conséquence inévitable de l'inflation & de la dépréciation des assignats : une vertigineuse hausse des prix qui aggrave d'autant plus brutalement la misère des classes populaires que la liberté économique totale maintenue par la bourgeoisie encourage toutes les spéculations. Les montagnards eux-mêmes n'admettront la réglementation ( maximum, cours forcé des assignats ... ) que sous la pression du peuple & de ses représentants les Enragés, qu'ils s'efforceront par ailleurs de discréditer & d'éliminer par tous les moyens.

L'autre concours indispensable des classes populaires à la bourgeoisie était l'impôt du sang, la réquisition des hommes pour le combat. Jusqu'en 1792 le recrutement supplémentaire avait été assuré par le seul volontariat. La notion de service militaire obligatoire n'existait pas à l'époque : l'armée d'ancien régime avait des effectifs réduits, corps de mercenaires de métier éventuellement complété par le "tirage au sort pour la milice", très impopulaire, voire par la fameuse "presse". La proclamation de la patrie en danger avait amené un sursaut national à partir de juillet 92 & poussé de nombreux sans culottes à s'engager temporairement pour repousser les tyrans & les émigrés hors des frontières. Mais après les victoires militaires de l'automne 92, la guerre changeait de sens : sous couvert d'aller libérer les "esclaves des despotes" elle devenait une guerre d'expansion. Pourtant l'idée dantoniste des "frontières naturelles", le chauvinisme national répandu par la bourgeoisie expansionniste n'étaient pas encore ancrés dans les masses ; de plus la guerre se heurtait aux intérêts vitaux & immédiats des gens : beaucoup de volontaires rentrèrent dans leurs foyers & on vit fondre les effectifs de l'armée tandis que les girondins au pouvoir poussaient à déclarer la guerre à l'Angleterre, l'Espagne, les Pays Bas ... réussissant bientôt à coaliser presque toute l'Europe contre la France. Cette situation militaire & diplomatique, à laquelle il convient d'ajouter la trahison d'une grande partie du haut commandement ( cf. l'affaire Dumouriez en mars 93 ) conduisit à une nouvelle & encore plus dangereuse invasion, où la Révolution a failli sombrer corps & biens.

Dès avant les défaites, la Convention s'était inquiétée de la chute du potentiel militaire & <sup>avait</sup> voté un certain nombre de mesures de redressement, en tout premier lieu un décret portant sur la levée de 300 000 hommes, le 24 février 93. Cette réquisition de 300 000 jeunes de 18 à 25 ans ne reposait plus sur le simple volontariat : si, chose probable, il n'y avait pas assez de volontaires, on recourrait au TIRAGE AU SORT parmi les célibataires des classes d'âge concernées. L'effectif national à lever était réparti entre les départements, en proportion de la population & en rapport inverse des hommes déjà partis - les départements qui s'étaient montrés les moins "patriotes" étaient donc davantage sollicités. Puis le département répartissait son contingent entre les districts, & les districts entre les communes, toujours selon les mêmes principes. Le mode de recrutement n'était donc ni le volontariat ni la réquisition générale. Le tirage au sort avait le fâcheux inconvénient de rappeler aux classes populaires une prati-

que universellement honnie - cf. les cahiers de doléances de 89 - du fait des exemptions & de la faculté de remplacement dont disposaient les riches. Le décret de février 93 maintenait la pratique inique du remplacement & certaines exemptions, notamment pour les fonctionnaires publics.

On comprend alors mieux comment, dans une situation politique incertaine, dans des circonstances dramatiques de crise alimentaire, de misère & de vie chère, cette levée fondée sur le "tirement" pouvait se heurter à de grandes réticences, voire la résistance ouverte des classes populaires. Chacun sait qu'elle a été le point de départ - ou le prétexte - de l'insurrection vendéenne, dont le premier mot d'ordre fut "pas de tirement", le massacre d'agents recruteurs ayant conduit à la rébellion, par crainte de représailles administratives & militaires de la ville. Nos régions en revanche - l'Oise, le Bassin Parisien - passent pour avoir été calmes & même chaudement patriotes, faisant contre poids à l'Ouest de la France. Certes il n'y eut pas de Vendée picarde, mais les choses ne se sont pas passées aussi bien qu'on le dit d'ordinaire trop sommairement : c'est un mythe de plus à pourfendre, accrédité par la lecture superficielle des rapports des représentants en mission chargés de contrôler la levée, ou encore le silence prudent des administrations locales sur les incidents. (1) Le recrutement de 93, depuis la levée des 300 000 hommes jusqu'à la proclamation de la réquisition générale du 23 août 93, fut difficile, se heurta à maintes réticences, même à des résistances ouvertes dont il convient de mesurer l'ampleur & SURTOUT D'APPRECIER LE SENS EXACT. Dores & déjà ces troubles nous apparaissent comme plus sociaux que politiques, l'expression embryonnaire & encore sommaire d'une conscience de classe anti-bourgeoise, qui ne fait d'ailleurs que confirmer le sens d'autres mouvements sociaux & dont BABEUF s'était déjà fait le champion en Picardie. (2)

Sans prétendre apporter des nouveautés historiques fracassantes, la présente communication vise surtout à restituer la réalité des événements survenus dans un district de réputation patriote. L'étude de cette question, fondée avant tout sur les délibérations du district & celles des communes de mars à septembre 93, nous permet de mieux comprendre la mentalité populaire. (3) Par delà l'exemple localisé, elle nous permet de réfléchir sur les ambiguïtés de la notion de patriotisme, ultérieurement magnifiée par la bourgeoisie actuelle à des fins idéologiques & politiques bien connues. C'est ainsi qu'une certaine historiographie récupère à son profit les événements de 93, au prix de grossières falsifications historiques qui sont loin d'avoir été toutes éliminées & combattues. (4)

+++++

(1) C'est ainsi que le Pr syndic du district fait un tableau idyllique du recrutement en présence de Mauduyt & Isoré, de passage le 23 avril 93 à Compiègne.

(2) cf. le remarquable ouvrage de DALINE sur Babeuf en 89-94.

(3) Nous avons consulté toutes les délibérations communales qui existent encore dans les 65 communes du district, soit une bonne moitié.

(4) Il n'est que de songer à des réalisations cinématographiques ou télévisuelles comme le "Carnot" de ebré ; mais il est des manoeuvres encore plus subtiles d'actuels autres défenseurs de l'intérêt national, i.e. de l'impérialisme français.

I) LE SUCCES RELATIF DES LEVEES ANTERIEURES A 1793 DANS LE DISTRICT :

Pour répartir entre les communes le contingent de 441 hommes requis, l'administration du district de Compiègne établit le 10 mars un tableau formé de toutes les localités & réparti en 3 colonnes : "contingent déjà fourni" ; "hommes en état de partir" ; "hommes à fournir sur le champ". La première mention nous renseigne sur le chiffre des hommes déjà partis en 91 ou 92 ; pour le gonfler, l'administration y compte sur le même pied les engagements volontaires - la plupart de 92 - & ceux dans les troupes de ligne. Au total 714 hommes, dont en fait près de la moitié viennent de Compiègne (339 h.), alors que le chef-lieu ne représente que le quart de la population du district. Avant d'examiner la répartition fort inégale de ce premier contingent entre les communes, nous pouvons tout de même nous interroger sur la réalité de ces départs : en effet d'autres sources indiquent seulement 288 hommes du district partis en 91-92, dont 68 engagés dans les troupes de ligne ; l'écart est considérable ! Peut être l'administration a-t-elle rajouté tous les ressortissants se trouvant dans l'armée depuis plusieurs années ? Pour donner un point de comparaison, indiquons que le département de l'Oise a fourni en 91-92 2609 hommes au total, soit 1000 de plus que son contingent. (1)

Même si l'on suit les chiffres probablement gonflés du tableau du 10 mars, on constate d'énormes disparités géographiques dans les départs : tandis que la ville de Compiègne a fourni près de la moitié, certains villages n'ont rien fourni du tout, les plus "mauvais" étant ceux des cantons purement ruraux d'Estrées (30 h.), Rethondes ( 27 h.) & Pierrefonds ( 18 h.) ; dans 15 communes sur 65 on n'enregistre aucun départ avant 93 ; dans une vingtaine d'autres - en tenant compte de la population - les départs sont dérisoires ( 1 à 3 ). L'effectif se concentre donc sur la ville & une minorité d'assez grosses communes : le tableau d'honneur s'établit ainsi : 1°) Compiègne : 339 h. ( sur 8000 habitants ) ; 2°) Gournay / Aronde : 40 ( 1000 hts ) ; 3°) LA Croix St Ouen : 25 h. ( 840 hts ) ; 4°) Le Meux : 20 h ( 1000 hts ) ; 5°) Estrées St Denis & Jaux : 20 h ( respectivement 1000 & 1200 h ) 7°) Grandfresnoy : 16 h. ( 1000 hts ) ; 8°) Cuvilly : 15 h ( 570 hts ) ... Cas un peu particulier : le tout petit village d'Annel (75 hts) a fourni avant 93 4 hommes, soit la moitié de ses jeunes " en état de partir". On peut trouver un certain nombre de points communs à ces bons villages : outre leur taille & leur rôle administratif ( on y trouve 4 chefs lieux de canton sur 8 ), ces communes sont surtout situées sur de grandes routes de passage des troupes & d'étapes militaires : c'est le cas de Compiègne, bien sûr, qui a toujours été une ville de garnison importante, mais aussi de Gournay / Aronde - siège d'une importante étape militaire sur la route des Flandres - Estrées St Denis & Cuvilly situés sur cette même route Paris - Lille ; La Croix St Ouen est une étape sur la route Paris Compiègne St Quentin ; - de même le petit village d'Annel. Nul doute que la présence des troupes de station ou de passage aît facilité le travail des agents recruteurs : prestige de l'uniforme, influence personnelle & patriotisme des soldats de passage ... tous ces facteurs ont pu jouer. Il est certain aussi qu'on a été mieux informé dans les

villes ou les bourgs du péril extérieur au moment de l'été 92 ; la carte des bonnes communes au plan du recrutement coïncide en grande partie avec celle des bourgs & villages réputés " à la hauteur " & " de bon esprit public " en l'an II au moment où l'agent national fait ses tournées patriotiques d'épurement des autorités constituées. (1) Ne négligeons pas non plus le facteur économique : les années 90-92 sont de noires années de misère & de chômage, surtout à Compiègne, ville où le petit artisanat de luxe a particulièrement souffert de la situation. Sans compter les prolongements de la crise alimentaire très grave de 88-89, que peuvent faire par exemple les 45 perruquiers d'une ville de moins de 8000 habitants, en l'absence de la Cour & avec l'émigration des aristocrates ? La municipalité de Compiègne recense plus de 1000 chômeurs s'ajoutant aux indigents, en 90 & 91. Cette situation n'a-t-elle pas engagé des jeunes à s'engager, en particulier dans la cavalerie, très importante à Compiègne ? Certaines campagnes souffrent également du chômage & de la surpopulation : le fait est patent dans les familles nombreuses de vigneron du gros village de Jaux ou à Grandfresnoy. Les troubles agraires innombrables qui ont agité le plateau fromenteux, les mouvements sociaux dans les villages forestiers attestent de cette faim de terre des paysans disposant de tenures insuffisantes pour nourrir leurs familles. (2) Il y a certainement là un des facteurs du succès des recrutements volontaires de 91 & 92, lequel ne reflète pas purement & simplement le patriotisme absolu & désintéressé de nos concitoyens de l'époque. Certes il y a bien eu une fièvre patriotique & un "sursaut national" en août - septembre 92 ( 112 engagements volontaires en moins de 2 mois, après le passage de RONSIN à Compiègne, alors agent du Conseil Exécutif provisoire ) ; cela ne constitue cependant qu'une fraction minime des engagements antérieurs à 93.

Ajoutons que ce premier recrutement a des conséquences indirectes sur les levées postérieures : le district fixe le contingent requis en mars 93 en fonction du nombre de mobilisables, mais en défalquant les départs antérieurs ; les mauvaises communes sont d'autant plus pénalisées : ainsi Compiègne ayant fourni déjà 339 hommes ne sera plus sollicitée que pour 5 autres sur 150 "en état de partir", tandis que dans maints villages, la proportion de requis sur les mobilisables sera bien plus importante : d'où la fâcheuse impression pour les villageois d'être une fois de plus exploités & opprimés par la ville.

## II ) UN CLIMAT D'INCERTITUDE POLITIQUE & DE CRISE SOCIALE (printemps 93)

Les troubles consécutifs au recrutement en mars-avril 93 seraient incompréhensibles si on ne connaissait la situation politique & sociale locale, reflet partiel des événements & circonstances nationales. L'administration du district était d'ailleurs parfaitement consciente du risque de conjonction des troubles du recrutement avec ceux des subsistances tout en appréhendant de laisser apparaître en haut lieu la tiédeur républicaine des campagnes.

+ + + + +  
 (1) Liasse L 2 m - correspondance du district - an II - AD Bvs.  
 (2) Le cahier de doléances du village d'Hémévillers en est le meilleur témoignage chiffré ; d'où les luttes sur les biens communaux, les biens nationaux ...

a) L'incertitude politique :

Un fait nous a frappé pour la région, dans les premiers mois de la Convention : la tiédeur de l'opinion - & en fait de presque toute l'administration - à l'égard de la République. Ceci n'est perceptible que par un certain nombre de signes, le plus souvent négatifs, confirmés par certains faits révélateurs. Cette incertitude de l'opinion tient certes à une partie des circonstances, mais encore plus à notre avis au modérantisme foncier des administrateurs, cloisonnés dans un prudent conformisme verbal, attendant anxieusement les événements & le sens du vent, ce qui ne saurait les inciter à propager le républicanisme, la démocratie & les audaces sociales. Le décalage avec Paris est alors très important. En fait l'administration a été surprise par le 10 août 92 (1) ; apeurée dans la période transitoire d'août-septembre 92, elle se raccroche alors à la Législative, le plus à droite des pouvoirs rivaux. Lors des élections primaires pour la Convention, fin août 92, le concierge de la prison, le sans-culotte ROZOY avait envain dénoncé la monopolisation des postes administratifs par les moyens & petits bourgeois. (2) Les bourgeois en question ne lui pardonneront pas sa perspicacité & trouveront le premier prétexte pour l'arrêter en octobre 93. Les malheurs survenus début avril 93 au maraîchiste BUSSA confirment l'isolement des sans culottes & des vrais jacobins à Compiègne : ce géomètre - par ailleurs assez riche & acquéreur de biens nationaux - s'était fait le propagandiste officieux des idées de l'ami du peuple - il explique d'ailleurs dans son interrogatoire qu'il était obligé de recopier le journal à la main & de taire le nom trop effrayant de Marat pour ses compatriotes - ; il commit l'imprudence d'envoyer une lettre à Marat où il déclarait ne connaître " que deux vrais républicains à Compiègne" : l'administration ayant eu vent de l'article publié à Paris s'estima diffamée & fit emprisonner BUSSA. On voit tout de suite les sympathies girondines de l'administration locale, quand on sait que cette affaire se situe au moment des plus violentes attaques contre le conventionnel montagnard à la Convention.

Très caractéristique aussi le silence total qui entoure le procès & l'exécution du ci-devant Roi : nous n'avons trouvé aucune mention de cet événement capital dans les archives administratives. Seule la Société des Amis de la République créée par l'imprimeur Bertrand, Pr syndic du district, aurait organisé une cérémonie groupant un hommage funèbre à LE PELLETIER & la célébration de la mort de Louis XVI, selon un témoignage d'ailleurs douteux. (3) La même source mentionne la stupéfaction apeurée de l'opinion compiègnoise devant l'évènement, ce qui est plausible à cette époque. En dehors d'une poignée de sans culottes & de jacobins locaux comme Rozoy ou Bussa, isolés à cette époque, peut-être aussi de quelques éléments de la Société

++++++  
 (1) Le 11 août le district parle d'une "mésintelligence entre les suisses & la garde nationale parisienne. Par la suite l'administration s'adapte aux événements.

(2) Arch. comm. de Compiègne - série F - élections de 1792.

(3) A. SOREL dans la biographie de Bertrand - S.H. de C. Il s'appuie sur le premier registre de délibérations de la Société des Amis de la République, maintenant disparu. Daline rapporte que Babeuf organisa ainsi à Montdidier un autodafé anti-monarchique devant ses compatriotes affligés par la mort de Louis XVI.

des amis de la République, ce sont surtout les volontaires de passage ou en station dans la ville qui ont été le ferment révolutionnaire, éveillant & formant l'opinion républicaine, au grand émoi des modérés. (1)

La situation politique des campagnes reste encore mal connue : certains signes nous suggèrent une faible politisation & l'ignorance des décrets. Ainsi, aux élections municipales de décembre 92 on voit encore fréquemment la mention de la réunion des citoyens "actifs" - une minorité comme avant, & l'élection des mêmes notables locaux de la période censitaire. A l'occasion des émeutes taxatrices dans la région de Pierrefonds & Crépy, l'administration relate des "bruits & murmures royalistes" dans cette région, sans que l'on sache vraiment s'il s'agit d'une réalité ou d'un faux bruit destiné à discréditer les mouvements populaires. Au moment de l'application de la loi sur le désarmement des suspects cette opération se fait bien mollement dans les campagnes (2) ; maints villages restent attachés à leur Seigneur s'il est un tant soit peu paternaliste ( cf. le marquis de Gouy à Arsy ou le Duc de Lesparre à Monchy ), encore que les conflits sociaux se multiplient avec la gent des ci-devant, opposant souvent les paysans à leurs élus municipaux.

Si l'administration ne fait guère la chasse au royalisme, propage peu le républicanisme, elle réagit en revanche bien plus vigoureusement contre l'agitation "de gauche", que ce soit à l'égard de volontaires, ou des plus hardis sans culottes locaux ; on craint surtout la mauvaise influence des étrangers : ainsi en mars 93 la municipalité fait arrêter & interroger longuement deux colporteurs venus de Paris qui vendent des gravures de l'exécution de Louis XVI & la relation imprimée "des événements du 25 février à Paris" ( les mouvements populaires conduits par les Enragés ) ; accusés de "propos incendiaires" ils sont enfermés dans la maison d'arrêt avec la bénédiction du district. (3)

Bref les vrais républicains sont comprimés, la masse dans l'incertitude politique, faute d'éducation républicaine & peut être aussi par méfiance de classe à l'égard de ces administrateurs bourgeois républicains en paroles mais tout aussi conservateurs qu'avant le 10 août au plan social. C'est en effet la situation économique & sociale qui mobilise davantage les classes populaires urbaines & rurales.

#### b) Les troubles sociaux : la crise du printemps 93

A partir de l'hiver 91-92 les problèmes de subsistances combinés avec la persistance du chômage constituent la toile de fond permanente de la situation dans le district. A. MATHIEZ a évoqué dans "Vie chère & mouvement social sous la Terreur" les importantes émeutes survenues sur l'Oise & l'Aisne contre la libre circulation des grains en février 92, ayant mobilisé des dizaines de milliers de villageois des districts de Compiègne & de Noyon. Les troubles avaient été également fréquents sur le marché de Compiègne, mettant chaque fois en cause la sacro-sainte liberté

++++  
 (1) Notamment des actions anti-religieuses de soldats. cf. "Compiègne sous la Révolution" N° II & III.

(2) cf. l'incident survenu à Cournay / Aronde en avril 93 : le notaire SIVE, commissaire du district indique à la municipalité des suspects à arrêter.

(3) cf. "Compiègne sous la Révolution" N° III.



économique, nouveau dogme de la bourgeoisie. Au printemps 93 le problème des subsistances se trouve aggravé par la guerre, l'inflation, la spéculation ; dans un district peu éloigné du front les passages de troupes sont incessants, qu'il faut loger & nourrir, transporter. L'évolution des prix sur le marché aux grains de Compiègne nous témoigne de la crise : du 5 janvier au 27 avril 93, le froment passe de 9 L 14 S. à 12 L ; le seigle de 5 à 7 L 10 S. ; l'avoine de 5 L 16 S. à 9 L 5 S. ( le sac ) (1) Or cette hausse vertigineuse des prix qui jette les masses dans la misère est en grande partie le fruit de la spéculation à la hausse pratiquée par les gros fermiers & laboureurs, les blattiers, meuniers, négociants en grains & autres "accapareurs" ou supposés tels. La crainte de la disette - surtout dans de riches régions comme le Valois, le Soissonnais ou le plateau picard - conduit les masses populaires à des mouvements violents & illégaux. Une émeute taxatrice éclate à Crépy en Valois le 6 mars - le district y envoie à la hâte un fort détachement du 8<sup>e</sup> régiment de hussards. Les mouvements taxateurs du Valois font tâche d'huile dans le Sud du district de Compiègne, autour de Pierrefonds, région traditionnellement en relation économique avec le Valois. (2) Le 9 mars l'administration du district dénonce une " fermentation vraiment inquiétante dans le canton de Pierrefonds " ; effectivement des troubles taxateurs se produisent sur le marché du bourné surtout les 10 & 20 mars : à cette dernière date le maire de Pierrefonds parle même " d'une véritable insurrection sur le marché " & se plaint d'avoir été lui même malmené en voulant ramener le calme & faire respecter la loi. (3) Les taxateurs de Pierrefonds, conduits par un nommé DIDELET font également des tournées chez les gros cultivateurs du coin, les obligeant à signer l'engagement de fournir régulièrement le marché en " bon froment à prix taxé, jusqu'au 1er septembre " ( cf incident mentionné chez le gros laboureur POIRÉE de St Etienne, village proche de Pierrefonds ) La parade des cultivateurs consistait en effet à ne plus rien apporter sur le marché & ne plus vendre que chez eux à un prix exorbitant. (3)

L'administration compiègnoise réagit très vivement devant ces troubles : au lieu de comprendre le pourquoi profond des émeutes, elle préfère envoyer des troupes pour faire respecter la légalité, c'est à dire la liberté économique. C'est ainsi que 60 hussards sont envoyés à Pierrefonds pour surveiller le marché du vendredi 15 mars ; l'arrêté est d'ailleurs rapporté à la demande expresse de la municipalité de Pierrefonds qui craint d'attiser les conflits & déclare pouvoir s'en sortir seule en usant de la persuasion. (3)

A Compiègne même, la situation, sans être aussi explosive, reste marquée par la hausse des prix, la misère & le chômage ; on murmure sur les marchés & dans les rues la grogne se manifeste par mille incidents. L'un d'eux survenu en avril reflète autant la situation que l'immaturité politique des masses populaires. Le 29 avril

++++  
 (1) Délibérations du district - 7 mai 93 - AD Bvs - Mercuriales envoyées au dpt.  
 (2) Le Valois recrutait une bonne partie de ses moissonneurs & batteurs parmi les bucherons de la forêt de Compiègne ; ces travailleurs migrants & saisonniers étaient particulièrement remuants & revendicatifs, comme l'attestent les nombreuses grèves ou bacchanales dont on trouve la mention. ( cf. l'étude de M. DOMMANGET )  
 (3) Délibérations du district de Compiègne.

l'aubergiste compiégnois HENNIN vient se plaindre à la mairie de Compiègne d'une "difficulté" survenue entre bardeurs (dockers) & tonneliers à propos du déchargement d'un bateau de vin : chacun prétend en effet avoir le privilège de ce travail. La municipalité de Compiègne convoque les deux ci-devant communautés pour leur signifier la loi à savoir " qu'il n'existe plus aucune Communauté qui puisse s'arroger le privilège exclusif de faire certains ouvrages au préjudice d'une autre " ; elle leur tient ce subtil discours, véritable leçon illustrée de libéralisme économique : " dans une République tous les citoyens étant égaux tous devaient avoir leur part au bénéfice que leur travail pouvait leur procurer "... Bardeurs & tonneliers se soumettent alors à la loi tout en obtenant de partager le travail, par un arrangement amiable avec l'aubergiste. Cette affaire illustre fort bien le sens réel du libéralisme économique, traduit le chômage & la crise, tout en montrant que les classes populaires, à défaut de guide idéologique plus avancé, ne peuvent que réagir en demandant le retour à la vieille réglementation d'Ancien Régime. Le succès de la campagne taxatrice des enrégés repose d'ailleurs sur de semblables ambiguïtés, encore que la revendication fondamentale du "droit à l'existence" représente tout de même un pas nouveau vers des objectifs sociaux plus avancés. (1)

En tout cas c'est dans cette situation tendue voire troublée que se situe l'offensive de l'administration locale en vue d'obtenir le plus rapidement possible les 441 hommes imposés au district dans le cadre de la levée des 300000 hommes.

### III ) LA LEVEE DES 300 000 HOMMES DANS LE DISTRICT DE COMPIEGNE.

L'administration locale - & avant tout celle du district - va montrer dans cette affaire un zèle tout particulier. On peut y voir la volonté de prouver son patriotisme, son républicanisme, sa soumission aux lois & sa capacité d'organisation.

Dès le 5 mars 93, avant même la réception officielle de la loi par le département, le Directoire du district prend les premières dispositions d'urgence : 7 commissaires sont nommés pour chacun des cantons ruraux du district, où ils se transporteront pour signifier la loi & organiser les tirages au sort si nécessaire. Un ex-noble "patriote", l'ancien major Comte d'Auger ( DAUGER ) poursuit ses fonctions de commissaire recruteur pour tout le district. Chose intéressante, les gens ont vite été informés du décret qui pesait sur leurs têtes : en effet des résistances au recrutement se manifestent immédiatement dans certaines communes, mentionnées dès le 6 mars dans les délibérations du district. Nous reviendrons dessus. (2)

Rappelons que le temps fort des troubles taxateurs commence à ce moment même ( Crépy le 6 mars, Pierrfonds le 10 ... ainsi que la repression des colporteurs parisiens ( 3-4 mars )

++++  
 (1) Délibérations du Conseil général de la Commune de Compiègne - texte cité intégralement dans "Compiègne sous la Révolution N° III " p. 68.

(2) Il s'agit alors de protestations des garçons contre l'exemption de certains jeunes fonctionnaires municipaux, notamment à Bienville & Clairoix.

Le dimanche 10 mars 93, le Directoire du district reçut officiellement du département le décret du 24 février 93 ainsi que le contingent fixé pour son ressort. Le "repartement" entre les communes en fut fait dans la journée même en présence de GUIBERT, commissaire du département pour le recrutement des 300 000 hommes. Ce travail effectué en un temps record, selon "l'esprit de justice & d'égalité que la raison & les lois commandent impérieusement", avait pour résultat une faible ponction sur la ville tandis que les campagnes étaient particulièrement sollicitées. Du fait des précédents départs, plus forts à Compiègne qu'ailleurs, la ville ne devait envoyer que 5 hommes sur 150 "en état", tandis que maints villages sont requis pour 1/4, voire 1/3 de leurs garçons de 18 à 25 ans. (1)

Ce jour même on apprend la prise de Valenciennes ; l'heure est grave ; à Paris on ferme les théâtres ; une proclamation du district aux communes dramatise à l'en- vie la situation ; dans un climat grandiose & de fièvre nationale, le Directoire proclame la permanence du conseil de district & des administrations.

Comment ce recrutement va-t-il s'opérer ? Les masses populaires vont-elles y répondre d'un élan unanime ? Dans les jours qui suivent les communes sont parcourues activement par les 7 commissaires du recrutement. Une seule d'entre elle répond sans difficulté, GOURNAY / Aronde - une bonne commune du reste, qui avait déjà envoyé 41 soldats - où 2 volontaires se présentent " par patriotisme & bonne volonté pour la paroisse" ; ils précisent par ailleurs qu'ils s'engagent " comme volontaires & non miliciens", "pour le temps que la guerre durera". Dans les autres il fallut recourir au tirage au sort non sans difficultés ...

a) Revendications populaires & formes de résistances au recrutement :

De mars à septembre 93, des troubles plus ou moins graves & de natures diverses agitent quelques 25 communes du district, quant au recrutement. Peut être d'ailleurs ce chiffre est-il inférieur à la réalité, car nous n'avons pu recenser que les affaires mentionnées dans les archives existantes, malheureusement incomplètes dans les communes. Certains incidents ont pu également être "black-outés" par les administrations de base. Trois temps forts apparaissent dans ces troubles : ceux de mars - les plus importants - correspondant au premier tirage, & que nous étudierons ici ; ceux de mai, avec la nécessité de combler un déficit de 36 hommes non partis dans la première réquisition ; ceux de l'été 93 enfin, correspondant à la petite levée complémentaire de 56 hommes dans le district, à destination de la Vendée.

Comme nous l'avons déjà souligné, ce sont plus les modalités de la levée que son principe même qui furent à l'origine des incidents : le tirage au sort avec ses exemptions & surtout la faculté de remplacement pour les riches mettait en lumière de criantes inégalités sociales, d'autant plus vivement ressenties que l'on était en période de crise.

++++  
 (1) 4 hommes sur 12 " en état de partir" à Belloy ; 7 sur 20 à Vieux Moulins ; 10 sur 27 au Plessis Brion ... tous villages n'ayant encore fourni personne.



+ Les exemptions : Avant 1789, nombreux étaient les exemptés du "tirage à la milice" - curés, nobles, bien sûr, officiers & nombreux autres privilégiés du tiers, au point qu'un cahier de doléances populaire de Compiègne n'hésitait pas à dire " il n'y a que les pauvres & les ouvriers qui tirent " (1) En 1793 les exemptions sont subtilement maintenues par un autre biais : celle des fonctionnaires publics, en particulier les curés ou les officiers municipaux. Or bien souvent les jeunes élus municipaux dans les campagnes sont les fils de gros fermiers & laboureurs. On observe donc à partir de mars 93 toute une campagne populaire pour les obliger à tirer comme tout le monde, essayant d'utiliser une loi d'août 92 qui interdit les fonctions municipales aux jeunes gens mobilisables. Dès le 6 mars la "communauté des garçons" du village de Bienville demande au district d'annuler l'élection de Claude LE BRAS, municipal ; le directoire revient d'ailleurs 3 jours plus tard sur un arrêté d'annulation de l'élection qu'il avait pris, à la suite de la protestation de l'intéressé. Même affaire à Lachelle, village du plateau picard, où il s'agit cette fois du jeune maire FERTE, le plus gros cultivateur du pays. Cette fois le district refuse immédiatement la revendication des garçons. (16 mars) Cependant à Clairoix les jeunes obtiennent satisfaction contre Louis Claude FOLLET, enfant du pays travaillant dans les bureaux du district, qui prétend être domicilié à Compiègne - les risques de tirer le mauvais N° sont infiniment plus réduits dans la ville qui ne doit fournir que 5 hommes sur 150. Ce dernier exemple illustre d'ailleurs assez bien l'hostilité instinctive des paysans à l'égard des bureaucrates. Dans la commune forestière de St Crépin, c'est la municipalité elle-même - sous la pression populaire ? - qui tente vainement d'expulser de ses rangs un nommé Charles Laurent BAVIN, " garçon non établi " à qui on reproche " de mauvaises moeurs " (!) sans aucunes preuves d'ailleurs. Le district annula immédiatement cet arrêté illégal de la municipalité. (2)

A St Jean aux Bois, pauvre commune de la forêt de Compiègne, l'affaire est plus compliquée : le maire Jean Louis LEROY, 35 ans, marié & père de famille, ancien soldat de la guerre d'Amérique, s'était spontanément (?) porté volontaire, immédiatement suivi par 3 garçons, dans le feu de l'enthousiasme patriotique. Mais le lendemain, sans que l'on sache les raisons exactes, il se rétracte, faisant jouer sa double exemption. On imagine alors la fureur des autres volontaires qui exigent alors le départ du maire ou son remplacement, sans quoi ils menacent de se rétracter. LEROY finit par trouver un remplaçant qu'il présente le 4 avril ; il faut croire qu'il s'agissait d'un infirme immédiatement réformé - très fréquent à l'époque - ou qu'il changea encore d'avis, toujours est-il que ce velléitaire finit par "voler aux frontières" - il est remplacé dans ses fonctions de maire le 28 avril. (3)

++++  
 (1) Cahier de doléances des tisserands de Compiègne ( mars 1789 ) A.M. Cpgne.  
 (2) Arch. comm. St Crépin aux Bois - Rg délibérations municipales - 20 mars 93 & mention dans les délibérations du Directoire de district.  
 (3) Arch. comm. St Jean aux Bois - Rg. délib. mun. N° 3 - 14-15 mars 93 ; 5 & 28 avril 93.

Autre cas intéressant de contestation des exemptions de tirage, un peu plus tardif d'ailleurs : le 27 juillet 93 à Gournay / Aronde, village que nous avons déjà cité comme excellent pour le recrutement de 91 à 93 (1), les garçons réunis cette fois pour le tirage à faire en vue de 2 hommes pour la Vendée, obligèrent à tirer un dénommé P. FORE qui tentait vainement de se faire passer pour vicaire du village. ( Il était une sorte d'adjoint du curé, mais non encore ordonné ) Ici nous touchons un autre aspect de l'opinion populaire, l'anticléricisme : si les cahiers de doléances de 89 demandent en général le maintien de l'exemption des ecclésiastiques pour le tirage à la milice (2), l'hostilité politique & sociale au Clergé se développe, d'ailleurs inégalement, dans les premières années de la Révolution. Ce mouvement profond & ancré dans la mentalité populaire éclate peu après dans la déchristianisation se retrouvera dans l'armée de l'an II ... On sait le succès populaire de la campagne du général Boulanger dans les années 1880 sur le thème "les curés, sac au dos" !

\* Le remplacement : la faculté de remplacement dont disposent les riches - en payant -, maintenue par la loi, est à l'origine de conflits & de troubles encore plus graves. Plus encore dans ce cas, le conflit social entre riches & pauvres, bourgeois & "bras nus", gros laboureurs & pauvres paysans & manouvriers, manifeste la juste conscience populaire des criantes inégalités sociales. Les incidents les plus révélateurs & les plus importants éclatèrent dans les villages de Mélicocq & surtout de BELLOY.

Dans le premier village, où personne n'était encore parti "voler au secours de la patrie", 4 garçons sur 12 étaient requis. Le gros cultivateur MOREL prétendait exempter du tirage ses deux charretiers ; leur absence au tirage provoque le refus des autres ; mandé à l'assemblée MOREL insulte les présents & les autorités municipales. Informé de l'affaire le district réagit très vivement en menaçant le cultivateur de poursuites judiciaires, tout en demandant de faire sans retard le tirage. (15/03/93)

L'affaire de BELLOY va bien plus loin & représente une tentative de résistance collective au recrutement, au contenu social très marqué, en recourant à une forme de lutte originale & astucieuse, autant qu'illégal. Ce petit village du plateau picard, situé dans le canton de Monchy se trouvait dans la même situation que Mélicocq quant aux hommes partis, en état & requis. ( 4 sur 12 ). Le 16 mars le commissaire pour le recrutement dans le canton, un nommé BOULEE (3) vient avertir le district :

" Les esprits sont échauffés à tel point que des citoyens sont menacés d'éprouver les plus mauvais traitements ... "

Le district envoie aussitôt un détachement de hussards dans le village " pour faire appliquer la loi". Mais les paysans ne s'en laissent pas conter. Il y avait en effet sur les 12 jeunes du village en état de partir 3 fils du nommé VECTEU, le plus gros

+ + + + +  
(1) cf. supra. Le 13 avril 93 le Pr s. du district cite comme exemple GOURNAY pour son patriotisme, village où il n'y a que des pauvres, écrasés par les passages & logements de troupes ... cf. infra.

(2) " Les ecclésiastiques SEULS exemptés du tirage ... " dit un cahier populaire de Compiègne de mars 89.

(3) Gérard BOULEE, petit entrepreneur de MARGNY, chargé du recrutement militaire par RONSIN en septembre 92 ; futur membre éminent du Comité de Surveillance de Compiègne & bras droit de l'agent national Bertrand ; acquéreur malheureux du château de Chantilly, mis en résidence surveillée comme "terroriste" en 95.

laboureur du pays, ainsi qu'un de ses domestiques. L'un des fils VECTEU avait commis l'imprudence de déclarer que, de toutes façons, il pourrait se payer un remplaçant, ce propos provocateur déclencha la fureur des villageois. Du coup les 3 fils du laboureur refusent d'assister à la séance du tirage, promettant plus ou moins vaguement de laisser partir un des 3 " par bonne volonté pour la paroisse ". Les autres garçons réunis décident alors de substituer au tirage une ELECTION, acte parfaitement illégal. Inutile de se demander le résultat de cette élection :

" ... ont nommé par la voie du scrutin de liste simple les 4 soldats que la commune doit fournir au contingent ; le résultat du scrutin a donné au 1er tour la majorité absolue aux 3 frères VECTEU & à Vincent HINCELLIN, batteur en granges chez led. VECTEU. ... "

Ce "vote de classe" des garçons est évident ; ils ont même réussi à lui donner un caractère officiel en en faisant dresser le procès verbal par la municipalité. Autant dire que le district ne laissa pas passer cet arrêté municipal :

" ... Les actes ci-dessus provenant de lad. municipalité sont attentatoires à la liberté & décèlent un projet conçu de nuire à plusieurs citoyens, de les tourmenter de manière horrible ... " ( le district ) " ... déclare illégaux les actes de la municipalité de Belloy & lui enjoint de refaire le tirage ... "

S'appuyant sur les déclarations plus que douteuses d'un nommé DUPUIS, agent des VECTEU, le Directoire du district prétend que le procès verbal incriminé d'élection avait été rédigé avant même l'assemblée & que tout était truqué. Le vicaire du village voisin de MERY la Bataille ( district de Clermont ) (1) est d'ailleurs mis en cause dans cette rédaction antérieure, les autorités compiègnoises tentant ainsi de présenter l'affaire comme une manoeuvre, calotine & contre-révolutionnaire.

Malgré l'envoi d'un nouveau détachement de hussards le lendemain 18 mars, "les citoyens persistent dans leur arrêté" & la résistance se poursuit, dont le district informe immédiatement le département par courrier exprès. Il semble que tout se soit ensuite réglé par un compromis : le départ d'un des VECTEU & d'HINCELLIN leur domestique, & aussi quelques compensations financières aux parents des autres requis : dès le 18 mars à propos de Belloy, le district mentionne "... les défenses expresses d'exiger des contributions à raison du recrutement " - le rackett des riches était en effet une autre forme de lutte des pauvres dont nous parlerons ci-après. (2) Un peu plus tard BELLOY est à nouveau mentionné à propos d'HINCELLIN qui rentre en mai 93 avec un faux certificat de réforme payé au chirurgien de son régiment. (3)

Il semble avoir existé d'autres troubles de même origine, notamment à JANVILLE & peut-être à JAULZY, sans que nous sachions le menu de ces affaires simplement évoquées dans les papiers du district. (4)

++++  
 (1) Joseph DEBRIE, vicaire de MERY avait déjà pris part à des incidents anti-féodaux en 1791, où Babeuf était intervenu. ( cf. DALINE. ) ; en octobre 93 DEBRIE est un des rares curés de la région à s'opposer ouvertement à l'arrêté DUMONT-LEVASEUR qui interdit les cérémonies religieuses les ci-devant dimanches & fêtes.  
 (2) Surtout à Monchy - AD. Bvs - délibérations du district.  
 (3) Même source - 27-29 may 93.  
 (4) Idem - 28 mars 93 à Janville ; A.C. Jaulzy 14 mars 93 - assemblée de tirage de 18 hommes ; Jean DESCLEVES fils d'un gros cultivateur se fait remplacer par Ch. DECLESVES qui paye un remplaçant le 27 mars.

+ Les contributions forcées sur les riches : Les pauvres voulaient par cet autre moyen illégal de lutte compenser en quelque sorte l'impôt du sang dont ils étaient les principales victimes. Le sens de classe de cette lutte est là aussi évident. Certes l'administration avait bien fait appel à la générosité des nantis : c'est surtout d'ailleurs la Société des amis de la République de Compiègne qui avait lancé une campagne de collecte d'argent, habits & équipements. Mais les bourgeois sont près de leurs sous ; en un mois la collecte de la Société ne rapporte que la somme dérisoire de 1200 £, plus quelques vieilles hardes ou chaussures usagées que ces pingres de bourgeois sortent de leurs greniers. En une seule journée la municipalité <sup>d'Estrées St Denis</sup> réussit à collecter 600 £ dans le village. (1) Aussi les classes populaires, spontanément portées à stigmatiser " l'égoïsme des riches " - sinon à contester les bases de leur prééminence sociale - n'hésitèrent pas à faire rendre gorge aux nantis, à "violenter les personnes & les propriétés" comme dit l'administration. Le 16 mars 93 le directoire du district écrit à propos de Belloy :

" ... des citoyens de diverses paroisses vont faire contribuer avec violences & menaces des habitants que la loi exempte de la réquisition ... "

On voit que les cibles favorites des classes populaires étaient d'abord les riches payant des remplaçants ou les exemptés ; mais le mouvement s'étend plus loin & prend un caractère nettement anti-bourgeois. Pour le juguler, l'administration fait appel aux sentiments républicains tout en agitant des menaces :

" ... (l'administration) engage les citoyens à ne recevoir que les dons librement offerts, attendu que tous les autres sont indignes d'un républicain, d'un français."

Vaine leçon de morale républicaine, qui nous rappelle d'ailleurs certaine réponse de Robespierre aux Enragés parisiens sur la question des subsistances. Les déclarations du district n'empêchent pas ces actions de se développer au cours du mois de mars 93 ; le cas le plus intéressant & le plus complexe d'ailleurs est celui du gros village de Monchy Humières, chef lieu de canton.

Le 18 mars 93 l'administration du district reçoit une lettre indignée d'un nommé FRANCOMME, propriétaire à Monchy, dénonçant

" ... 40 garçons de lad. municipalité de Monchy qui se sont transportés, accompagnés d'un membre de la municipalité dans la maison qu'il occupe, & l'ont sommé avec les menaces les plus terribles de leur donner une somme de 4000 £, plus d'autres sommes pour boire, que pour éviter les mauvais traitements de ces furieux il a été obligé de faire des promesses par écrit & de leur donner sur le champ ce qu'ils demandaient par avance (2)

Le directoire du district "pénétré d'horreur d'une telle conduite" condamne le plus vigoureusement ce "viol des personnes & des propriétés" & convoque pour le lendemain la municipalité de Monchy impliquée dans l'affaire.

++++  
 (1) Registre de délibérations de la commune d'Estrées St Denis - 14 mars 93. Nous ignorons malheureusement le détail des donateurs ; cette collecte semble bien d'ailleurs avoir été destinée à prévenir des actes illégaux.

(2) A.D. délibérations du Directoire de district - 18 mars 93. Malheureusement les délibérations communales de Monchy ont disparu. Les gros conflits du printemps 93 à Monchy ont échappé à Emery, auteur d'une monographie sur l'histoire du village.

Il n'est pas nécessaire d'insister sur le sens social de l'action des 40 jeunes de Monchy ; mais les choses sont un peu plus complexes & recouvrent en l'occurrence une manœuvre politique douteuse. On peut en effet s'étonner de la participation d'un officier municipal à cette scène illégale ; il se peut, certes, qu'il y ait été contraint & forcé par ses concitoyens, cas fréquent à l'époque quand les gens veulent donner un semblant de couverture légale à leurs actions. (1) Mais nous avons toutes raisons de penser qu'il y a autre chose : FRANCOMME vient en effet d'acquérir le ci-devant couvent des Dames de Monchy, dispersées en septembre 92. Ce qui représentait une grosse ferme & un bon nombre d'arpents de bonnes terres. Ceci ne pouvait qu'indisposer les paysans affamés de terres ; par ailleurs ce propriétaire est un grand ami du maire du village, Jean Baptiste CLEMENT, possesseur d'une "manufacture" d'alun qui bat de l'aile ; or CLEMENT est depuis quelques mois en bagarre avec le reste de la municipalité : les autres membres, restés liés au Seigneur, le duc de Lesparre, présumé émigré, tentent d'empêcher la sequestre & la vente des biens du ci-devant, tandis que le maire, - peut être intéressé par une éventuelle bonne affaire - fait tout ce qu'il peut pour obtenir l'application de la loi sur les biens des émigrés. Il s'ensuit de sérieux coups de torchon dans le conseil municipal, entre Clément & surtout un nommé PRACHE, agent du Seigneur ( & du curé ) (2) On voit mieux maintenant l'écheveau des intrigues : le maire & son ami FRANCOMME, gros bourgeois écrasant socialement les paysans veulent passer pour des fermes républicains, amis des lois ; tandis que les autres municipaux, attachés au Seigneur & au curé (3) jouent la carte anti-bourgeoise & appuient l'action sociale illégale des pauvres paysans contre les riches ; de là à manipuler un mouvement populaire légitime & à le détourner vers la contre-révolution, il n'y a qu'un pas - qui nous fait penser au début de la Vendée.

Cette interprétation des faits est corroborée par la suite des événements à Monchy : quelques jours après l'affaire FRANCOMME, c'est Clément lui-même qui est menacé de racket par un groupe de volontaires stationnés dans le village, après avoir lu publiquement la proclamation du district condamnant les "exactions" commises chez FRANCOMME, dans un climat plutôt "agité :

"... immédiatement après cette lecture le déclarant ayant demandé silence au peuple qui paraissait très animé, l'obtint enfin, & sur son dire que lad. proclamation serait encore lue deux fois, pour leur donner le temps de réfléchir, ils s'écrièrent en grand nombre que ces 600 L exigées & reçues du cit. Francomme, ne seraient point rendues, que quelques un s'avancèrent avec fureur sur le déclarant & lui dirent que la tête dud. Francomme en sauterait & plusieurs autres ... " (3)

+++++

(1) On l'observe souvent dans les mouvements sociaux paysans, les masses mettant en quelques sorte leurs élus au pied du mur. cf. Rémy en juin 93.

(2) Le curé BAYARD n'est jamais cité dans cette affaire mais semble bien avoir manœuvré en sous-main ; c'est un des motifs de son arrestation en sept. 93. ( AD. Bvs - L 4 Comité de surveillance de Compiègne )

(3) A.D. Bvs - L 2 - délib. cons. du district - 23 mars 93. La municipalité tente en avril de "démissionner" Clément sous prétexte d'une rumeur de faillite ; l'arrêté est cassé par le district ; en revanche un pseudo-certificat de non émigration fait à Toulouse donne un répit à DE LESPARRE.



Peu après ces menaces, le maire est envahi par une bande de volontaires lui demandant de l'argent " pour boire ", menaçant sa femme & sa fille, obtenant finalement quelques verres d'eau de vie. Les autres membres de la municipalité essaient de minimiser les incidents en suggérant que CLEMENT exagère les menaces à son encontre, tandis que le maire accuse ses collègues de complicité.

Quoiqu'il en soit de tous ces dessous - il est certain que le maire avait concentré bien des jalousies contre lui - il n'empêche que l'action directe des classes populaires a pris ici un tour nettement contestataire au plan social & manifeste une claire conscience des injustices de la fortune. Nous ignorons malheureusement le détail d'autres affaires semblables, mais elles semblent s'être produites également à Belloy, Janville & Grandfresnoy, d'après certaines allusions dans les papiers du district. (1).

#### + Insoumission & désertion :

Forme de lutte plus larvaire & individuelle, l'insoumission - ou la désertion immédiate - était tout de même contre-balancée par les menaces pesant sur la famille, le danger de délation du voisin ou des autorités municipales apeurées. D'ailleurs une prime alléchante encourageait les dénonciateurs qui sont légion quand il s'agit de volontaires extérieurs au village. (2) Le système du contingent à fournir par commune était un autre obstacle aux refus individuels : quand un requis manquait à l'appel, il fallait le remplacer par un autre garçon du village, ce qui ne pouvait que dresser les gens les uns contre les autres : en l'absence de mouvement collectif de résistance au recrutement & de solidarité villageoise, les insoumis étaient condamnés à se terrer absolument ou à errer sur les routes lointaines, risquant à tout moment d'être arrêtés. Aussi les cas d'insoumission ou de précocité désertion sont ils assez limités ; il n'est d'ailleurs pas rare de voir un père dénoncer son fils "revenu sans congé" ou l'amener de force devant le recruteur : il faut y voir au moins autant le fruit de la coercition ambiante que celui du patriotisme. ( cas signalés à Arsy & Rémy en mai-juin 93 ) Signalons 2 insoumis à Montmartin début avril, que l'on envoie quérir par les gendarmes ; 1 à Moyvillers en mai 93 ; un autre dénoncé par le Pr de la commune de Jaux début juin 93. A partir de mai 93 ce sont surtout les retours illicites "sans permission ni congé" qui dominent ( cf. Choisy au Bac, Monmacq ; Le Plessis Brion ; 4 à Coudun dénoncés le 21 mai 93, Rémy, Arsy ... ) Au total l'insoumission n'a pas dû toucher plus d'une vingtaine de personnes en mars-avril ( sur 440 ) dans la première phase du recrutement, tandis que le relais des désertions s'est amplifié à partir de mai, sans que l'on puisse en faire un bilan très sûr.

+++++  
 (1) Ces mouvements posent le problème d'une politique de secours aux "parents des défeuseurs de la patrie", ce que la Convention finira par concéder à l'automne 93 sous la pression populaire & pour enrayer les désertions.  
 (2) 10 L par déserteur arrêté ; on trouve de nombreux cas en avril-juin 93 par ailleurs des patrouilles de hussards ratissaient les forêts.

Certains trouvèrent une manière encore plus subtile pour échapper à l'envoi au front : s'engager dans des troupes de ligne de l'intérieur ou dans les remontes de Compiègne ; c'est ainsi que le 8<sup>e</sup> régiment de hussards alors en formation à Compiègne connut une dizaine d'engagements de compiégnais & de soissonnais en mars-avril 93. Le district essaie vainement de les récupérer auprès du colonel commandant ce régiment "noble", souvent utilisé à des opérations de police par l'administration locale. (1)

On verra aussi des gens rentrer avec des pseudo certificats de réforme payés au chirurgien du régiment : HINCELLIN de Belloy & PREVOST de Neuvy sont ainsi arrêtés le 27 mai 93 ; leur long interrogatoire nous donne tous les détails de ce genre de combinaisons. (2)

b) Bilan de la première réquisition dans le district :

Malgré tous ces troubles & ces résistances, le recrutement était à peu près terminé dans le district à la fin du mois de mars, dans un temps honnête d'une vingtaine de jours. Le 30 mars l'administration du district organise les volontaires en 7 divisions provisoires ; le ci-devant Comte d'AUGER est mis à la tête du bataillon du district rassemblé à Compiègne. On avait déjà pu faire partir 40 hommes habillés & équipés, dès le 27 mars ; restait le gros du bataillon ( 400 hommes ) à rassembler complètement, fournir en tenues, armes ... cette dernière opération manifestant un fâcheux retard, faute d'argent & de dons suffisants. Cependant avant même d'avoir terminé ses opérations, l'administration compiégnaise s'empressait d'adresser des lettres d'autosatisfaction au Président de la Convention & au ministre de la guerre : " Tous les citoyens chérissent la liberté, l'égalité & veulent le maintien de la République " ... " la célérité avec laquelle s'est opéré le recrutement ... " peut-on lire dans ces textes conventionnels & ne soufflant mot des réelles difficultés rencontrées.

Le 1<sup>er</sup> avril la plupart des volontaires-requis se sont rendus au chef-lieu du district & DAUGER les passe en revue avant de les envoyer loger chez l'habitant. Tandis que des gendarmes vont chercher les retardataires, le district passe commande des étoffes pour les habiller. Comme on tarde à partir, un certain nombre de jeunes commencent à regagner le village ; une des raisons essentielles de ces départs est la cherté de la vie en ville : DAUGER lui-même demande au district de renvoyer chez eux ces paysans qui ne peuvent même se nourrir avec leur maigre solde, tant les prix sont élevés. ( 4. avril 93 ) (3) Cependant des patrouilles de hussards sont envoyés dans les forêts rechercher les "fuyards" & réprimer les dégâts dans les bois.

++++  
 (1) Délibérations du district de Compiègne - mai 93 & délibérations municipales de la ville. Un parent soissonnais vient rechercher son fils le 23 Mai.  
 (2) Délibérations du district - 27 & 29 mai 93.  
 (3) Idem - 1<sup>er</sup> & 4 avril 93.

Le 5 avril 93 parvient à Compiègne l'annonce officielle de la trahison de DUMOURIEZ, aussitôt proclamée sur les places publiques ; La réception de la loi sur le désarmement des suspects contribue à accroître la fièvre politique, tandis qu'éclate l'affaire BUSSA signalée plus haut. Occupée par ses multiples tâches l'administration s'active en tous sens, se préoccupant avant tout d'achever l'équipement des recrues & accélérer leur départ. Celui-ci doit coïncider avec le passage de MAUDUYT & ISORE, conventionnels en mission dans l'Oise pour surveiller les opérations du recrutement des 300 000 hommes. (1)

Les deux conventionnels arrivent le 13 avril à Compiègne ; dans une séance solennelle, le Procureur syndic du district BERTRAND brosse un tableau général de la situation & des principales difficultés ; nous n'en retenons ici que les passages concernant le recrutement :

" 1°) le recrutement est entièrement achevé (...) 4°) toutes les communes ont fourni le nombre de volontaires qui leur était demandé ; soit comme volontaires, soit comme soldats dans le 8° régiment d'hussards se formant actuellement à Compiègne. (...) 5°) tous les citoyens partis & ceux qui partiront demain sont armés, équipés & habillés conformément à la loi ; les effets qui leur ont été donnés sont en bon état (...) 6°) les armes ont été remises par les citoyens de ce district à la première réquisition & tous se sont empressés d'apporter leurs habits & autres effets d'équipement. 7°) La Société des Amis de la République a fait une contribution patriotique de plus de 2000 l & a fourni quantité d'objets d'équipement. 8°) L'arrêté du département portant que les volontaires revenus sans congé seront à la décharge de leurs communes s'ils repartent, a été suivi ; mais grâce à la bonne volonté des citoyens, à leur patriotisme, cette mesure n'a rien diminué du nombre d'hommes à fournir. (2) (...) 16°) L'esprit public est excellent pour la masse ; il se trouve cependant dans le district, comme partout ailleurs, de ces hommes qui ne seraient pas fâchés de voir revivre l'ancien ordre de choses, mais ils n'osent même parler & ils ne sont rien moins qu'à craindre. 17°) L'administration doit faire observer aux cc. commissaires de la CONVENTION que la commune de Compiègne a fournis 138 hommes plus que son contingent ; celle d'Estrées St Denis 3 hommes, & celle de Gournay sur Aronde 3 hommes. Ces 3 municipalités méritent les plus grands éloges ; Gournay surtout ne renferme que des pauvres ; depuis le mois de juillet 92 elle a été écrasée de passages de troupes, & elle n'a jamais laissé échapper une plainte ; au contraire les citoyens de cette commune animés du meilleur esprit ont veillé sans cesse au maintien de l'ordre & à la conservation des propriétés nationales & particulières ; ils ne devaient rien fournir dans le dernier contingent, mais pour arriver à une proportion juste, le district a cru devoir leur demander 2 hommes ; ils se sont empressés de les donner & les ont amenés armés, habillés & équipés ; ces braves gens sont bien pauvres. La révolution leur coûte, des secours que la Convention daignerait (sic) leur accorder, seraient à la fois un bienfait & une justice." (3)

Sans être absolument mensonger, ce tableau du recrutement est pour le moins idyllique & passe allégrement sous silence les difficultés réelles, pour ne mettre en valeur que les exemples positifs.

+++++

(1) Par le décret du 25 février 93 la Convention avait envoyé des représentants en mission dans 82 départements ; dans l'Oise on avait envoyé primitivement LAKANAL & ISORE, puis MAUDUYT avait accompagné le député de Clermont

(2) Cet arrêté départemental témoigne de l'ampleur de la désertion.

(3) Dé libérations du district - - 13 avril 93 ( de la main de BERTRAND)

C'est d'ailleurs en se fondant sur ce genre de rapport des Procureurs syndics de district ou des conventionnels en mission que les historiens ont pu ignorer les réelles conditions du recrutement & même parler d'enthousiasme patriotique là où il y eut pour le moins des réticences.

Cependant, officiellement, le 14 avril 93 les députés MAUDUYT & ISORE passaient en revue le dernier détachement à partir du bataillon de Compiègne, 67 hommes armés & équipés à la hâte. Sur le papier l'administration a satisfait la loi & envoyé ses 441 hommes au front ; nous verrons qu'en fait il en manque en réalité près du 10° en comptant les insoumis, les déserteurs précoces & les réformés. Quant à la tiédeur du patriotisme des campagnes, elle est confirmée non seulement par les troubles de mars, mais encore par les difficultés sans nom qu'a eues l'administration à compléter son contingent d'avril à septembre 93. Les troubles s'arrêteront d'ailleurs comme par enchantement avec la levée en masse du 23 août 93, ce qui prouve que le MO-  
DE DE RECRUTEMENT & ses injustices sociales étaient bien en cause.

#### IV) LES LEVEES COMPLEMENTAIRES DE MAI A AOUT 1793 :

##### a) Le complément du premier contingent :

Sur les 441 hommes requis pour le district les vides apparaissent rapidement : quelques insoumis & déserteurs précoces, signalés plus haut & surtout quelques dizaines de réformés : la plupart étaient des infirmes payés par les riches à titre de remplaçants ; la combine de ces derniers consistait à payer au plus bas prix quelqu'un qui était à peu près sûr d'être renvoyé dans ses foyers ; mais l'administration imposait dans ce cas un autre remplaçant ou un nouveau tirage au sort, d'où des contestations interminables & une nouvelle occasion pour les classes populaires de stigmatiser "l'égoïsme des riches" - & leur pingrerie. Ajoutons enfin que le district avait compté dans son contingent les engagés embusqués dans le 8° régiment de husards & le dépôt des remotes de Compiègne, "très utile à la République".

A partir de mai 93 les administrateurs essaient de récupérer dans les communes quelques 36 hommes manquant à l'appel, soit moins d'un homme par commune. C'est minime, mais va attirer la colère de la plupart des communes concernées, estimant qu'elles avaient déjà amplement satisfait à la loi. Ce ne sont plus désormais que murmures, récriminations, vaines tentatives de reporter sur le voisin le nouveau tirage encore plus impopulaire que le précédent : maintes communes raclent les fonds de tiroirs &, sous la pression des habitants, représentent les réformés ou encore des gens récemment mariés, trop vieux ou exemptés par la loi.

Le fléau de la désertion n'est pas fait pour calmer les esprits ; dès le 7 may le district ordonne diverses opérations de police pour aller rechercher les "revenus sans congé" ( Montmacq, Moyvillers, Choisy au Bac, La Croix St Ouen ... )

Sur ces entrefaites la Convention, enfin consciente de la gravité de l'insurrection vendéenne, décide de former deux armées dirigées contre les brigands, par une ponction sur les divers fronts & une petite levée complémentaire. Le 11 may le district reçoit l'information officielle du passage de 12 000 hommes de l'armée du Nord pour la Vendée, par la grande route des Flandres & notamment l'étape de Gournay.

Le 16 may le district reçoit cette fois l'arrêté départemental fixant à 800 hommes pour l'Oise le recrutement complémentaire destiné à réprimer l'insurrection vendéenne : le repartement un peu plus tardif donnera 58 hommes pour le district de Compiègne. Réquisition de chevaux & de voitures en mai, nouveau tirage au sort d'hommes en juin, surtout, vont donc s'ajouter à la lourde ponction sur les paysans.

L'administration, tout en s'activant en tous sens, reconnaît qu'elle se heurte à de sérieuses difficultés. Passons sur les cultivateurs récalcitrants aux réquisitions de leurs charettes & chevaux, l'impôt du sang est encore plus contesté : le 22 may les communes en retard convoquées avec leur garçons ne viennent pas ou refusent d'obéir si tout le monde n'est pas là - ce souci d'égalité entre communes est classique.

" ... les communes dont le contingent n'était pas complété ayant été mandées le 22 de ce mois avec leurs garçons, avouent avoir toutes sortes de difficultés qui avaient forcé l'administration à remettre au lundy 27 cette opération importante, que cependant il est de fait que dans la plupart des communes qui ont encore à fournir, il existe de la FERMENTATION, & qu'il y a lieu de craindre que CET ACHEVEMENT DE CONTINGENT NE PUISSE S'EFFECTUER SANS TROUBLES ... "

(...) " dans plusieurs communes on a fait tirer au sort des citoyens infirmes & hors d'état de servir,

que: dans d'autres plusieurs jeunes gens se sont mariés depuis la publication & l'exécution de la loi du 24 février, & qu'on veut aujourd'hui les forcer à un nouveau tirage pour le complément,

que dans la plupart enfin les jeunes citoyens en état de porter les armes se refusent formellement à compléter le contingent demandé & s'obstinent à vouloir que les infirmes tombés au sort ou les fuyards tiennent lieu des hommes effectifs qui doivent être présentés ... " (1)

Le district, en fonction de cette situation, consulte le département sur la politique à mener pour compléter le recrutement, en demandant naïvement : " quels sont les moyens coercitifs que l'administration peut mettre en usage sans compromettre la paix & la tranquillité publique"(!). ou encore "Les morts doivent-ils être remplacés" Le procureur syndic BERTRAND est envoyé à Beauvais prendre l'avis de l'administration supérieure pour divers détails, mais les administrateurs suggèrent d'attendre le nouveau tirage au sort pour la Vendée, "le déficit n'étant pas si important". De fait, dans les jours & les semaines qui suivent on voit arriver un à un des requis, tandis qu'au moins autant de "fuyards" sont dénoncés & amenés parfois par leur père à la maison d'arrêt de Compiègne. Certains déserteurs sèment l'agitation & insultent l'administration - comme François JUSTICE (sic) au Plessis Brion ; mais ce sont des cas isolés, & si les arrestations & incidents sont nombreux en mai juin 93, on n'assiste jamais à des troubles collectifs & importants comme en mars. Résistance larvaire, individuelle, entravée par la peur réciproque des dénonciations par la crainte continuelle d'un nouveau tirage au sort imposé aux "mauvaises" communes. Faute de concertation & du fait qu'il touche une petite minorité, le mouvement ne peut prendre d'ampleur. Cependant à la veille des nouveaux tirages pour la Vendée, on peut estimer que le complément du premier contingent reste largement incomplété dans le district.

+ + + + +  
(1) Délibérations du Conseil permanent du district - 24 may 1793.

b) La levée d'hommes pour la Vendée :

Annoncée le 16 may 93, cette seconde réquisition complémentaire n'est appliquée dans le district qu'au début de juillet ; le chiffre de 1800 hommes pour l'Oise a été entre temps réduit à 450 & là dessus le district de Compiègne doit en fournir à peu près 1/9°, soit 58 hommes. Le représentant du peuple LAVALLEE vient notifier cet effectif à l'administration compiègnoise le 2 juillet 93, en ajoutant la "recommandation de prendre les citoyens les plus recommandables " Cette fois il s'agissait d'une guerre civile, des plus politiques & des plus atroces. Le département avait nommé 4 commissaires chargés de parcourir chacun deux district & y vérifier les opérations du recrutement ; l'administrateur départemental DURAND, chargé de Compiègne & Noyon passe dans notre ville le 19 juillet. Tandis que l'on arrête encore deux déserteurs à Belloy, village décidément peu patriotique, les modalités de tirage au sort sont fixées avec leur date limite (26 juillet & 4 août pur le départ) Le canton urbain (Compiègne-Margny doit fournir 5 hommes ; les 7 cantons ruraux le reste). Les tirages ont lieu par groupes de communes & l'administration toujours attentive à la moindre étincelle de troubles prévoit même des frais de déplacement & de " rafraichissement " aux villageois qui se déplacent.

Cette fois il n'y eut pas un seul volontaire ; des bonnes communes comme GOURNAY - dont le Pr S. avait fait l'éloge devant les représentants en mission en avril 93 - connaissent même des troubles à l'occasion des tirages au sort. Un billet disparaît mystérieusement & les jeunes alléguant une superstition, refusent de faire le tirage. (1) Les désertions se multiplient, compliquant à l'envie les opérations du recrutement : 2 déserteurs à Belloy le 23 juillet, 3 à Coudun le 25 juillet, 3 à Cuisse le 29 juillet, 7 dénoncés comme "revenus sans congé" à La Croix St Ouen, le 30, jour de passage des conventionnels Elie LACOSTE & PEYSSARD envoyés en mission sur le front du Nord. Les 7 déserteurs de cette excellente commune pour les volontaires en 92 font le plus mauvais effet : comme le précise le district :

" ... le retour de ces citoyens dans leurs communes a porté un grand obstacle au nouveau recrutement. " (2)

Et encore ne pouvons nous parler que des cas connus & dénoncés, le chiffre doit être en réalité bien plus grand, au point que l'administration devra pour un temps renoncer aux mesures de coercition ; parfois les communes obligent ces "fuyards" à participer à nouveau aux tirages au sort. La colère populaire contre les exemptions se manifeste une fois de plus : ainsi le district doit-il donner satisfaction aux habitants de Moyvillers & Gournay dont les maitres de poste prétendaient faire exempter leurs postillons, en arguant qu'ils étaient "au service de la République". (3)

Si ISORE & COLLOT D'HERBOIS, en mission dans l'Oise depuis le 1er août, n'évoquent pas le recrutement lors de leur passage des 6 & 7 août à Compiègne, en revanche, les commissaires départementaux tarabustent les autorités locales ( FABUS & MATTON le 10 août ; HALLOT & GABY le 16 août avec des "pouvoirs illimités". (4)

+ + + + +  
 (1) Arch. comm. de Gournay / Aronde - Délibérations - 30 juillet 93.  
 (2) Délibérations du conseil du district - 30 juillet 93.  
 (3) Idem - 2 août 93 + arch. comm. Moyvillers & Gournay.  
 (4) COLLOT D'HERBOIS & ISORE font dans une lettre à la Convention l'éloge du zèle de l'administration compiègnoise. ( cf. Actes du CSP - AULARD - 14/08/93 )

La lenteur des tirages, les difficultés de départs, d'équipement & d'armement firent que le délai du 4 août fut plusieurs fois reporté. Le 16 août le département fixa "définitivement" la date fatidique au 21 du mois : tout le monde devait alors être rassemblé à Beauvais & le bataillon départemental de 450 hommes partir pour la Vendée. Quant aux déserteurs des réquisitions précédentes, on leur donnait 3 jours pour rejoindre leurs camps. Le district envoie une adresse en ce sens à toutes les communes concernées le 18 août. (1)

Mais on était alors en pleine moisson : requis & déserteurs, appuyés par leurs parents ou leurs employeurs demandent instamment de reporter le départ à la fin des gros travaux agricoles. Dans maints cas ces manouvriers sont employés loin de leur commune, surtout dans le Valois & le Soissonnais, comme le signale la commune de La Croix St Ouen pour justifier l'impossibilité de leur faire connaître les dernières décisions départementales. (2)

L'administration réussit tout de même à réunir une partie des requis & "revenus sans congé" - l'administration préfère employer diplomatiquement ce terme plutôt que ceux très péjoratifs de "fuyards", "réfractaires" ou "déserteurs". Le procès-verbal de cette assemblée tenue au chef lieu du district mérite d'être cité :

" Tous les citoyens soldats (3) revenus avec ou sans congé se sont réunis au lieu des séances, un d'eux a dit : que ses camarades étaient informés par le bulletin de la Convention nationale que toute la République allait se lever en masse pour chasser du territoire de la Liberté les hordes d'esclaves qui le souillent. (4)

que par la réquisition qui vient de leur être faite ils paraissent être destinés à se rendre à Beauvais, pour de suite se porter dans les endroits qui leur seront indiqués,

mais qu'ils demandent si l'administration du département ne pourrait pas retarder leur départ JUSQU'AU MOMENT OU LES CITOYENS SE LEVERONT EN MASSE.

Surquoi le Conseil ( du district ) & la municipalité de Compiègne réunis, considérant que la démarche des jeunes citoyens-soldats n'est pas sans fondement ; qu'il est constant que le moment où les les citoyens se lèveront en masse ne peut être éloigné,

considérant encore qu'il est possible d'avoir une nouvelle décision du département avant l'expiration du délai fixé pour le départ des citoyens revenus avec ou sans congé (...), arrêtent que deux commissaires pris dans lesd. citoyens soldats porteront à Beauvais la lettre adressée à Beauvais par les autorités constituées & dans laquelle il est consulté sur la question qui se présente. " (5)

Ce texte est remarquable dans la mesure où l'on y voit aussi bien la prudence tactique de l'administration - elle-même reflet de la force populaire - que le sens réel des revendications populaires : non pas le refus du combat patriotique, mais l'exigence impérieuse de voir TOUS y contribuer, sans privilège ni exception, bref un souci de démocratie & d'égalité sociale, bien clairement formulé ici.

+++++

(1) Délibérations du conseil permanent du district - 18 août 93.

(2) Idem - 19 août 93 " ... attendu qu'ils font la moisson dans un endroit éloigné de la commune ... "

(3) Terme qui désigne les volontaires, les requis ou les gardes nationaux ; les soldats de ligne sont couramment appelés les "soldats-citoyens".

(4) Noter cette définition de la tâche patriotique NATIONALE & REVOLUTIONNAIRES ; implicitement la repression des troubles intérieurs est ici escamotée.

(5) Délibérations du district - 19 août 1793.

Il est aussi important de signaler qu'entre mars & août 93 la situation politique locale a passablement changé, non sans retard sur les événements nationaux d'ailleurs. La mission d'ISORE & COLLOT-D'HERBOIS dans l'Oise commence à produire ses fruits. Sillonnant le département du 4 août au début septembre 93, les deux représentants du peuple y disposent de pouvoirs accrus & font trembler les administrateurs modérés ou insouciants. Leur arrêté sur les suspects, reçu à Compiègne le 22 août inaugure véritablement la terreur dans notre région ; à la fin du mois les conventionnels mettent en place des "COMITES DE SALUT PUBLIC" dans chaque ville ou bourgade - celui de Compiègne est formé le 31 août à leur 2<sup>d</sup> passage dans le chef lieu (1) - organismes soigneusement épurés des modérés qui remplacent les inefficaces comités de surveillance "fonctionnant" depuis mai. (2) Les arrestations massives commencent en septembre à Compiègne & avec elles l'administration est contrainte de gauchir passablement sa politique. Dans ce tout nouveau climat, le républicanisme trouve pour la première fois toute latitude pour se propager ; la crainte de la repression modère les mouvements hostiles au patriotisme - & notamment au recrutement militaire - tandis que l'orientation sociale plus "égalitaire" des autorités sape partiellement les réticences "de gauche" à l'impôt du sang.

L'application par la Convention le 23 août du mot d'ordre profondément populaire de la levée en masse fait partie du cours nouveau de la politique, au sommet comme à la base. Peut être les historiens n'ont ils pas toujours assez bien vu le contenu social profond de cette idée populaire : levée en masse, contribution égalitaire de TOUS, sans distinction de rang & de fortune, & cela bien avant l'idée de sauver la Révolution contre ses ennemis royalistes & fanatiques. Une fois de plus en lançant la guerre, la bourgeoisie a poussé les masses populaires à revendiquer plus clairement l'égalité, à approfondir la Révolution dans un sens démocratique & social, & ce n'est pas un des moindres événements de l'époque.

Le 29 août le district reçoit l'arrêté départemental ordonnant le départ immédiat des requis & déserteurs - la demande compiègnoise a donc été repoussée - ; le mercredi 4 septembre, le nouveau commissaire au recrutement BOULEE (3) rassemble & passe en revue son détachement, légèrement diminué après les visites médicales ; les soldats-citoyens partent le 9 pour Clermont & Beauvais, cependant que l'administration s'efforce d'appliquer la loi fraîchement reçue sur la levée en masse. Désormais plus de tirages, plus d'exemptions - du moins en principe - & partant plus de troubles sociaux, même si l'on continuera à signaler ici & là des déserteurs. La Convention va consentir quelque effort financier en faveur des parents pauvres de volontaires. A l'ordre du jour dès septembre, les "secours aux parents des défenseurs de la patrie" ne seront véritablement versés qu'avec la création des agences de secours dans chaque village, soit à partir de janvier 94. (4).

++++  
 (1) Délib. district - 30-31 août 93 ; cette fois l'administration compiègnoise se fait plutôt sonner les cloches pour sa molesse. Le CSP reprendra en frimaire le nom de Comité de Surveillance REVOLUTIONNAIRE - loi sur le gouvernement révolutionnaire  
 (2) Peuplés de modérés, les 2 comités ( 1 par section de la ville ) s'étaient jusqu'alors contentés d'enregistrer les étrangers arrivant dans la ville.  
 (3) BOULEE remplace DAUGER ayant prudemment démissionné comme ex-noble ( 27/07/93 )  
 (4) La distribution dans les séances décadaires au Temple de la Raison était un moyen d'étoffer l'assistance & de faire respecter le décadi, en l'an II ...



V ) QUELQUES CONCLUSIONS SUGGESTIVES :

Au terme de ces quelques mois passés aux côtés des recruteurs , des administrateurs sur la brèche & des jeunes paysans picards méfiants, un bilan réfléchi s'impose, un bilan qui nous parait porter en lui-même ses évidentes conclusions.

Soulignons d'abord que ces 6 mois de l'année 93 virent à eux seuls le départ du gros des effectifs du district engagés dans les combats : près de 500 hommes sont alors officiellement partis sur un effectif total de 1077 hommes signalés par le Pr Syndic du district en mars 94 (1). La ponction maximale & la plus douloureuse s'est donc faite pendant ces quelques mois : avant, les quelques 500 hommes partis étaient des volontaires ou des jeunes qui s'engageaient dans le métier militaire ; par la suite on compte moins d'une centaine de requis par l'application de la loi du 23 août 93. Ces chiffres à eux seuls suffiraient à expliquer les réticences des classes populaires en 93. Mais comme nous l'avons déjà suffisamment souligné, c'est plus les conditions de la réquisition que son principe même qui a motivé les troubles sociaux dont nous avons voulu être les biographes.

Cette ponction considérable de plus de 1000 hommes ( sur 32 000 habitants dans le district ), jeunes & aptes aux meilleurs travaux physiques & agricoles, eut d'abord des incidences économiques. Si elle liquide le chômage, elle aboutit à la situation inverse, la pénurie de bras, dont se ressentiront les semailles de l'automne 93 & la récolte de l'été de l'an II ; ce déficit agricole, aggravé par l'accaparement & la suppression finale du maximum en décembre 94, conduira à la plus grave pénurie alimentaire de toute la Révolution & aux émeutes désespérées de l'an III ( cf. les plus grosses manifestations de toute la Révolution à Compiègne en janvier 95 ). Il est inutile d'insister sur les répercussions sociales dont les principales victimes sont comme toujours les classes populaires des villes & des campagnes. Les "bras nus" ont payé de leur sueur, de leur sang & de leurs larmes la victoire militaire qui assura l'expansion territoriale, les profits & le pouvoir à la bourgeoisie française. (2)

Par rapport à cette réalité de la guerre, de ses finalités & de ses moyens, les troubles sociaux apparaissent minimes ; finalement les classes populaires se sont laissées leurrer assez aisément & nous pouvons apprécier là les limites objectives & subjectives de la conscience de classe populaire, des mouvements sociaux des exploités, des opprimés. Si troubles il y a eu, ceux-ci sont toujours restés circonscrits, limités dans leur ampleur & surtout leurs objectifs. Un efficace système de division entre les citoyens, les communes, a empêché toute extension & toute coordination efficace. Mais les causes de cet échec populaire sont moins techniques que politiques, & nous retrouvons là les limites de la prise de conscience des masses quant à leurs vrais intérêts, leurs vrais amis, leurs vrais ennemis.

++++++  
 (1) Rapport décadaire de l'agent national BERTRAND au Comité de Salut Public - 1<sup>o</sup> décade de ventose an II - A.D. L 2 - Correspondance de l'agent national.  
 (2) C'est un point qui est rarement bien mis en lumière par les historiens, même progressistes de la Révolution Française, tant on se laisse abuser par la caractéristique "révolutionnaire" de la guerre. Rendons sur ce point hommage à D. GUERIN.

On a bien vu, certes un DEBUT de prise de conscience des masses ( rurales ici ), un REFLEXE DE CLASSE INSTINCTIF, contestant les modalités iniques du recrutement ; les jeunes paysans se rendaient tout de même bien compte que ceux qui leur parlaient d'égalité étaient ceux là mêmes qui bénéficiaient des exemptions, des privilèges innombrables que procure l'argent, succédané bourgeois des avantages de la naissance. Mais ce réflexe social ne pouvait aller bien loin DE LUI MEME, il risquait plus facilement d'être dévoyé, manipulé, comme cela fut le cas en Vendée. Et comment pouvait-il en être autrement en l'absence de réelle éducation politique des villageois, souvent analphabètes, peu éclairés faute ou presque d'avant garde. Comment les masses auraient elles pu comprendre spontanément le caractère impérialiste de la guerre, le rôle que l'on voulait leur faire jouer, à leur insu, à leur détriment, surtout quand on voit que maints historiens actuels, pour d'autres raisons il est vrai, ne sont même pas capables de bien nous l'expliquer deux siècles après ? Comment les masses pouvaient-elles s'y retrouver TOUTES SEULES dans une situation politique aussi mobile & complexe ? N'était-il pas facile de les abuser par des paroles trompeuses, le rideau de fumée des appels bourgeois au patriotisme & à la République des possédants ? Le peuple était encore enfant & tombait trop facilement dans des pièges grossiers ; on lui trouve facilement des boucs émissaires, on fait jouer à l'envie les vieilles rivalités entre villages ... A ce jeu la bourgeoisie révolutionnaire elle-même faillit aussi plusieurs fois se laisser prendre au profit de la contre-révolution. Devant les nouvelles formes de misère, devant les sirènes royalistes & fanatiques qui chantaient les mérites du "bon vieux temps" & de l'Ancien Régime, le peuple fut souvent près de succomber dans nos régions. On sait d'ailleurs que les Enragés eux-mêmes - les plus avancés des éléments populaires, avec toutes leurs limites, comme l'a souligné Marx - se laissèrent parfois aller à des propos ambigus qui les ont fait injustement accuser de collusion avec la contre-révolution. Cette ambiguïté, cette faiblesse politique de la conscience populaire, bien mise en évidence par R. COBB dans ses travaux (1) contraste avec le véritable instinct de classe que l'on voit toujours se manifester, dans presque tous les domaines, ici le recrutement militaire, là la déchristianisation, vite contrebalancée par les menées fanatico-royalistes en l'an III.

Pour finir, nous voudrions réfléchir sur le caractère ambigu & trompeur du concept de patriotisme, dès cette époque. Actuellement ce mot d'ordre est utilisé par la bourgeoisie pour défendre l'impérialisme, le système social existant fondé sur la double exploitation des peuples du monde & des travailleurs autochtones. Ceci ne doit pas - ou ne devrait pas - faire de doute pour qui prétend se placer du côté des exploités. Mais n'en était il pas autrement en 93, à l'époque où la France révolutionnaire était menacée dans son existence même ? Ne fallait il pas défendre la "nation" au plan territorial, politique & social ? Oui peut être, mais à condition de bien s'entendre sur le contenu de classe de cette nation : s'agissait il de la na-

+ + + + +  
 (1) notamment "La protestation populaire en France" ( 1793-1830 )

tion des bourgeois, nouveaux maitres du pays, nouvelle classe dominante, de leurs biens nationaux, de leurs lois au service de leurs seuls & uniques intérêts, ou d'une "nation" accordant pour le moins quelques concessions aux aspirations politiques & sociales des sans-culottes ? Les classes populaires n'auraient pu légitimement se battre que si cela avait été réellement pour eux-mêmes & non pour leurs nouveaux & terribles maitres. On nous objectera que la réalisation d'un autre idéal social était impossible dans les conditions "objectives & subjectives" de l'époque, que le combat de la bourgeoisie était "progressiste" par rapport à l'Ancien Régime ... Cette vision de la Révolution en rondelles de saucissons n'est pas seulement en contradiction avec la réalité, elle est en fait un alibi pour justifier le refus de l'action révolutionnaire & la mise à la remorque par rapport aux intérêts bourgeois ; c'est l'essence même de la réponse de KAUTSKY & des menchéviks à Lénine en octobre 17, du refus de la prise du pouvoir révolutionnaire par Togliatti en Italie en 1945, des "une seule armée, une seule police" & autres "retroussez vos manches" au service de la bourgeoisie de la part de prétendus communistes il n'y a pas si longtemps en France. Que l'on ne s'étonne pas alors si ces mêmes penseurs nous présentent la révolution française à la sauce tricolore bourgeoise & se retrouvent avec les mêmes affiches que celles de leurs adversaires politiques, Marseillaises, 3 couleurs & bonnets phrygiens en prime !

+ + + + +  
+ + + + +

10 mars

Tableau de l'Administration des Bénévoles, Des et Cessant de  
 l'Union Française et Impression de l'Union Française  
 Département

Municipalité	Antiquité	Nombre en	Nombre en
Municipalité	Département	l'Union Française	fourmis sur le champ
Courcy	339	350	8
Marigny	1	20	3
Courcy	8	10	14
...	4	4	...
Bienville	3	16	14
Chiriac	10	20	14
Jardins	...	22	7
Longueville	6	12	...
Montigny	...	12	4
Chourou	...	11	1
Verdun	9	36	9
Lequesne	2	19	5
Valle	3	24	6
Chiriac & L'Union	20	30	2
...	4	15	14
Jardins	2	30	9
Jardins	...	28	11
Montigny	...	9	2
Montigny	2	30	10
Grandfray	16	31	6
...	8	24	...
Chiriac	6	31	6
Jardins	2	18	5
Jardins	...	18	7
Jardins	...	33	11
Jardins	...	28	5
Jardins	...	15	5
Jardins	...	34	5
Jardins	...	31	6

LES TROUBLES SOCIAUX CAUSES PAR LES REQUISITIONS D'HOMMES DANS LE DISTRICT  
DE COMPIEGNE - mars-sept. 93

+ + + + + + + + + + + + + + + +

CHRONOLOGIE SOMMAIRE COMPAREE DES EVENEMENTS LOCAUX

=====

| Dates        | Evénements généraux  | Affaires militaires & en relation   |
|--------------|--|---|
| 1 7 9 3      |  |   |
| 24 fev.      | Décret levée 300 000 H.  |   |
| 6 mars       | Insurrection taxatrice sur marché de Crépy   | Nomination de 7 commissaires chargés du recrutement dans le district.   |
| 9 mars       | Troubles taxateurs de Pierrefonds<br>Arrest. colporteurs parisiens à Compiègne.                      | Protestation à Bienville (exemption)  |
| 10 mars      | Incident taxateur à St Et. & Chelles.<br>Permanence du district                                      | Reception officielle de la loi du 24 fev. à Compiègne - repartement des 441 requis entre les communes.  |
| 15 mars      | Nouveaux troubles sur le marché de Pierrefonds.  |   |
| 16 mars      |  | Troubles du recrutement à MELICOCQ & BELLOY ( remplacement contesté ) Taxations arbitraires des riches.   |
| 17 mars :    |  | Difficultés de tirement à Venette.<br>Suite des troubles de BELLOY ( election au lieu du tirage, malgré le présence de hussards de Compiègne. ) |
| 18 mars :    |  | Troubles de MÔNCHY ( riches contraints de donner de l'argent aux requis )   |
| 19 mars :    |  | Poursuite des incidents à BELLOY refus de tirement.   |
| 22-23 mars : | nouveaux incidents taxateurs à Pierrefonds.  | Suite des troubles à Monchy, attaques contre le maire.  |
| 25 mars :    |  | Appel aux dons patriotiques pour l'équipement des requis ( dist. & Soc. pop. )  |
| 27 mars :    |  | Départ d'un premier groupe de 40 requis.<br>Nouvelle plainte du maire de Monchy.  |
| 28 mars :    |  | Retard du tirement à JANVILLE.  |
| 30 mars :    |  | Formation des 7 divisions du district DAUGER ex-noble chef des recrues.   |
| 31 mars :    |  | Lettre à la Convention & au ministre de la guerre annonçant le succès du recrutement par autorités du district.                                 |
| 2 avril :    |  | Envoi de gendarmes contre insoumis.   |
| 4 avril :    |  | Renvoi provisoire chez eux des requis, du fait de la cherté à Compiègne.  |
| 5 avril :    | annonce officielle de la trahison de DUMOURIEZ.<br>Application très relative de la loi des suspects. | Recherche des insoumis.   |
| 10 avril :   |  | Patrouilles de hussards en forêt à la recherche des "fuyards".  |

| Dates              | Evènements généraux  | Affaires militaires & en relation   |
|--------------------|--|---|
| 1793               |  |   |
| <u>13 avril</u>    | Arrestation du maratiste BUSSA à Compiègne.  | Tableau idyllique du recrutement fait par le Pr S. BERTRAND à MAUDUYT & ISORE, conventionnels en mission dans l'Oise, de passage à Compiègne. |
| <u>14 avril</u> :  |  | Départ d'un contingent de 67 h. en présence des conventionnels.   |
| <u>22 avril</u> :  |  | Réquisitoire du district contre les déserteurs.   |
| <u>29 avril</u> :  | Affaire HENNIN ( bateau de vin à décharger )   |   |
| <u>5 mai</u> :     | Boycott réélection officiers Gde Nat. à Cpgne.   |   |
| <u>7 mai</u> :     |  | Proclamation du district contre desert. Plainte d'un cloutier compiègnois contre le débauchage de ses ouvriers par les recruteurs.            |
| <u>11 may</u> :    | Annonce du passage de 12 000 h. de l'armée du Nord pour la Vendée.   |   |
| <u>12 may</u> :    | Publication du maximum départemental des grains<br>Difficultés d'établissement des Comités de surveillance | Dénonciation de déserteurs à Montmacq, Choisy ...   |
| <u>16 may</u> :    |  | Mesures de répression de la désertion. passage de GUIBERT, cre dpt.   |
| <u>21-22 may</u> : | Mesures contre boulangers dépassant la taxe.   | Echec d'un rassemblement des nouveaux requis & déserteurs à Compiègne. Troubles dans les communes devant compléter.                           |
| <u>24-25 mai</u> : | Recensement des biens des émigrés.   | Nouveau délai accordé aux militaires retardataires ; demandes au dpt sur le complément.<br>Recherche de "fuyards" ds le 8° hussards.          |
| <u>26 may</u> :    | Nouvelle de la prise de Valenciennes ; auto-dissolution de la Cie des chasseurs de la GN de Cpgne.         | Troubles de tirement à LA TAULE.  |
| <u>27 may</u> :    |  | Arrestation de 2 faux réformés à Belloy & Neufvy.   |
| <u>28 may</u> :    |  | Déserteurs au Plessis Brion - Troubles du recrutement à Venette.  |
| <u>29 may</u> :    | Mun. décide de participer à la Fête Dieu ; demande d'un général cdt la place.                              |   |
| <u>2 juin</u> :    | Difficultés d'approvisionnement du marché de Cpgne.  | Divers <sup>s</sup> arrestations de déserteurs.   |
| <u>24 juin</u> :   | reception Constit. de 93.  |   |
| <u>27 juin</u> :   | troubles du sel à Cpgne.   |   |
| <u>2 juillet</u> : | Formation du Comité Gal des aut. constituées de la ville   | Passage de LAVALLEE - réquisition d'un nouveau contingent pour la VENDEE.   |
| <u>9-10 jlt</u> :  | Difficultés d'approvisionnement du marché de Cpgne.<br>Réquisitions mun.                                   |   |
| <u>14 JUILLET</u>  | : Fête fédération - Vote unanime ( - 1 voix ) d'une minorité pour la Constit. 93. à Cpgne ( & district )   |   |

| Dates        | Evènements généraux  | Affaires militaires & en relation  |
|--------------|--|--|
| 1793         |  |  |
| 18 juillet : | Epuration Société populaire de Compiègne.  |  |
| 19 juillet : |  | Passage de DURAND, commissaire départemental pour le recrutement.  |
| 21 juillet : | Cérémonie de proclamation des résultats du vote sur la Constitution dans le district.  |  |
| 23 juillet : |  | Répartition du contingent pour la Vendée. Déserteurs à BELLOY.   |
| 25-26 jlt :  |  | Arrest. de déserteurs à Coudun.<br>Incidents de tirage à Bienville.  |
| 27 juillet : |  | Démission de DAUGER, ex-noble.   |
| 30 juillet : | Grèves de moissonneurs à Crépy - envoi de hussards de Compiègne.   | Passage d'Elie LACOSTE & PEYSSARD.<br>Dénonc. de 7 "militaires revenus sans congé" à La Croix St Ouen.   |
| 31 juillet : |  | Arrest. de 5 déserteurs de La Croix Incident & refus de tirage à Gournay   |
| 2 août :     |  | Affaires d'exemptions à Moyvillers & Gournay (postillons des mres de poste)  |
| 6 août :     | 1er passage de COLLOT D'HERBOIS & ISORE à Cpgne  |  |
| 7 août :     |  | Diverses résistances au tirage & insoumission.   |
| 10 AOUT :    | Grande cérémonie anniversaire chute de la monarchie Autodafé anti-monarchique & anti-féodal. ( à Cpgne & échec à la campagne ) | Passages de FABUS & MATTON, commissaires du dpt ayant "pouvoirs illimités".  |
| 16 août :    |  | Passage HALLOT & GABY, commissaires dpt pour recrutement militaire.  |
| 18 août :    |  | Délai fixé "définitivement" au 21 août par dpt pour les requis de Vendée.  |
| 19 août :    |  | Difficulté de retrouver déserteurs à La Croix St Ouen (moisson)<br>+ Réunion des "revenus sans congé" au district ; demandent à partir avec la levée en masse. |
| 22 août :    | Reception arrêté COLLOT-ISORE sur suspects.  |  |
| 29 août :    |  | Nouvel arrêté dptal sur départ soldats   |
| 30-31 août : | Nouveau passage COLLOT - ISORE à Cpgne - Formation du CSP de la ville.   |  |
| 4 sept. :    |  | Appel général des volontaires & formation du nouveau bataillon de la ville sous la direction de BOULEE.  |
| 7 sept. :    | 1ere grande vague d'arrest. de suspects.   |  |
| 9 sept. :    | Fin de la mission COLLOT-ISORE dans l'Oise.  | Départ du bataillon de Compiègne pour Beauvais. Mesures d'application de levée en masse.   |

+++++

ORIENTATION BIBLIOGRAPHIQUE :

En attendant la sortie, très attendue, de l'ouvrage monumental préparé par Jean Paul BERTAUD, le meilleur spécialiste actuel de l'armée sous la Révolution, on peut consulter un certain nombre d'ouvrages de synthèse plus anciens & quelques récentes & intéressantes monographies.

Les principales directions de recherches actuelles sont fournies par J.P. BERTAUD dans son article :

- "Voies nouvelles pour l'histoire militaire de la Révolution" (A.H.R.F. 1975 - p.66 à 94, suivie d'éléments bibliographiques.
- Voir également le N° spécial des AHRF consacré à l'armée & la Révolution française. (N° 210 - Nov. 72 )

Signalons les principaux "classiques" :

- J.P. BERTAUD : "Valmy, la démocratie en armes" - Archives-Gallimard - 1970
- Pierre CARON : "La défense nationale de 1792 à 1795" - Paris 1912.
- Albert MATHIEZ : "La victoire de l'an II" - Paris 1916.
- Marcel RHEINHART : "L'armée & la Révolution pendant la Convention" ( poly. CDU Sorbonne - 1957 )  
"Le grand Carnot" - 2 vol. Paris 1950.
- Albert SOBOUL : "Les soldats de l'an II" Club français du Livre - 1959.

N.B. : On ne saurait que trop recommander aux lecteurs de lire ou relire les passages consacrés par Daniel GUERIN aux causes & à l'évolution de la guerre, dans "Bourgeois & bras nus" & plus encore dans "Les luttes de classe sous la 1er République", ouvrages déjà présentés dans notre précédent N° dus à un auteur que la Société compiègnoise connaît bien.

BIBLIOGRAPHIE LOCALE :

Force est de constater la pauvreté de celle-ci, le sujet n'ayant guère motivé les chercheurs locaux, ce qui est bien dommage, car l'armée a joué un rôle politique & social fondamental à Compiègne. En dehors d'allusions faites dans quelques ouvrages d'ensemble sur l'Oise & le district de Compiègne ( FAUQUEUX, MERMET, J. BERNET ... ) & des nombreuses mentions faites par R. COBB au détachement de l'armée révolutionnaire parisienne à Compiègne - cas un peu particulier, il n'existe que 2 monographies particulières portant sur le recrutement militaire dans l'Oise :

- A. HROY : "Historique des volontaires de l'Oise enrôlés pour la défense de la patrie en septembre 1792" ( Paris 1863 )
- L. THIOT : "Le département de l'Oise & la défense nationale en 1792" ( Paris 1912 )

Espérons que cet important sujet, aussi politique & social que "militaire" tentera prochainement quelque étudiant en mal de maîtrise ou un militaire voulant occuper ses loisirs ... ou bien sûr tout chercheur curieux de cette question. Ce ne sont pas les sources qui manquent, à Compiègne, Beauvais & Paris.